

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada**  
**Cabot Place, Phase II**  
**Box 4600**  
**St. John's, NL**  
**A1C 5T2**  
**Bid Fax: (709) 772-4603**

## **REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> PC- Winter Road Salt -Rocky Harbour	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 5P114-140143/A	<b>Date</b> 2014-06-16
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 5P114-140143	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$Xaq-026-6119	
<b>File No. - N° de dossier</b> XAQ-4-37038 (026)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-28</b>	<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Newfoundland Daylight Saving Time NDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Carey, Mary (XAQ)	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> xaq026
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (709) 772-4754 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> PARKS CANADA P.O.BOX 130 ROCKY HARBOUR Newfoundland and Labrador A0K4N0 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
PWGSC / TPGSC - Nfld. Region  
Cabot Place, Phase II, 6th Floor  
Box 4600  
St. John's, NL  
A1C 5T2

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

### PARCS CANADA - FOURNIR ET DE LIVRER DES SELS DE VOIRIE - ROCKY HARBOUR, NL

#### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu
4. Accords commerciaux

#### PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

#### PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

#### PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

#### PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

#### PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Les exigences d'assurance
11. Clauses du Guide des CCUA

#### Liste des annexes

Annexe A	Exigence / Base de paiement
Annexe B	Spécification
Annexe C	Les exigences d'assurance
Annexe D	Information Requise Pour L'Attestation Relative au Code de Conduite

**PARCS CANADA - FOURNIR ET DE LIVRER DES SELS DE VOIRIE - ROCKY HARBOUR, NL****PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX****1. Exigences relatives à la sécurité**

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à l'exigence.

**2. Énoncé des travaux**

Fournir et livrer du chlorure de sodium à Parcs Canada, à Terre-Neuve, qui doit servir de déglacant des routes pour la saison hivernale 2014-2015. Les deux emplacements de livraison sont indiqués ci-dessous : remise d'entreposage de sel de Rocky Harbour, Rocky Harbour (Terre-Neuve) (2 600 tonnes métriques); remise d'entreposage de sel de Glenburnie, Sud de Bonne Bay (Terre-Neuve) (1 800 tonnes métriques).

Le chlorure de sodium livré aux remises d'entreposage de Parcs Canada doit rester en état d'écoulement facile et utilisable pour au moins 60 jours à compter de la date de livraison. Le sel de voirie doit être livré à tous les emplacements au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2014. Les travaux doivent tous être exécutés conformément à la spécification jointe à titre d'annexe B à la demande de propositions.

**3. Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

**4. Accords commerciaux**

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). »

---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-03-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

#### **1.1 Clauses du *Guide des CCUA***

B1000T (2007-11-30) Condition du matériel

### **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### **3. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en *Terre-Neuve-et-Labrador*, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P114-140143/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5P114-140143

XAQ-4-37038

---

ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 exemplaire papier)

Section II : Soumission financière (1 exemplaire papier)

Section III : Attestations (1 exemplaire papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### **Section II : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires [*Compléter avec le soumission*]

- a) Livraison : au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2014 conformément aux directives dans les spécifications à l'annexe B:

Respecté      OUI \_\_\_\_\_      NON \_\_\_\_\_

- b) Respecte **tout** les spécifications et les conditions indiquées à l'annexe B.

Respecté      OUI \_\_\_\_\_      NON \_\_\_\_\_

#### 1.2 Évaluation financière

Clause du guide des CUA A0222T (2013-04-25), Évaluation du prix

### 2. Méthode de sélection

#### 2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### **1. Attestations préalables à l'attribution du contrat**

#### **1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### **1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_eq/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_eq/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

### **2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **2.1 Indemnisation des travailleurs Certification - lettre d'attestation**

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle avec la Commission des accidents du travail provinciales ou territoriales applicables. Le soumissionnaire doit fournir, dans les (5) jours suivant la



Solicitation No. - N° de l'invitation

5P114-140143/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5P114-140143

XAQ-4-37038

---

demande de l'autorité contractante, un certificat ou une lettre de la Commission des accidents du travail applicables confirmant bon compte permanent du soumissionnaire. Le défaut de se conformer à la demande peut entraîner la soumission soit déclarée non recevable

---

## PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### 1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 2. Énoncé des travaux

Fournir et livrer du chlorure de sodium à Parcs Canada, à Terre-Neuve, qui doit servir de déglacant des routes pour la saison hivernale 2014-2015. Les deux emplacements de livraison sont indiqués ci-dessous : remise d'entreposage de sel de Rocky Harbour, Rocky Harbour (Terre-Neuve) (2 600 tonnes métriques); remise d'entreposage de sel de Glenburnie, Sud de Bonne Bay (Terre-Neuve) (1 800 tonnes métriques).

Le chlorure de sodium livré aux remises d'entreposage de Parcs Canada doit rester en état d'écoulement facile et utilisable pour au moins 60 jours à compter de la date de livraison. Le sel de voirie doit être livré à tous les emplacements au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2014. Les travaux doivent tous être exécutés conformément à la spécification jointe à titre d'annexe B à la demande de propositions.

### 3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 3.1 Conditions générales

2010A (2014-03-01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 4. Durée du contrat

#### 4.1 Période du contrat

La date d'attribution au 30 Avril 2015.

#### 4.2 Date de livraison

Tout les sels doit être livré au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2014, sauf avis contraire.

#### 4.3 Destinataire

Les marchandises seront expédiées FAB destination, y compris tous les frais de livraison à:

Parcs Canada, le parc national du Gros-Morne, à Terre-Neuve-Labrador; Rocky Harbour Depot Sel Shed, Rocky Harbour, NL; et Glenburnie Depot Sel Shed, Southside de Bonne Bay, NL.

### 5. Responsables

**5.1 Autorité contractante****5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Mary Carey  
A/Agent d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
The John Cabot Building  
10, Barter's Hill  
Boîte postale 4600  
Saint Jean (Terre-Neuve) A1C 5T2

Téléphone : 709-772-4754  
Télécopieur : 709-772-4603  
Courriel : mary.carey@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

**5.2 Chargé de projet [Compléter avant le Contrat]**

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

**5.3 Représentant de l'entrepreneur [Compléter avec le soumission]**

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

---

Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Paiement

### 6.1 Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe <A> Base de Paiement, selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 6.2 Paiement unique

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

## 7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit:

a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

## 8. Attestations

### 8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## 9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A (2014-03-01) Biens - Complexité Moyenne;
- c) Annexe <A>, Exigence / Base de paiement;
- d) Annexe <B>, Spécification;
- e) Annexe <C>, Les exigences d'assurance
- f) Annexe <D>, Information requise pour l'attestation relative au Code de conduite
- g) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » ou « , modifiée le \_\_\_\_\_ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

## 11. Les exigences d'assurance

### 11.1 Les exigences d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C .

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## 12. Clauses du Guide des CCUA

A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

B1505C (2006-06-16) Transport des matières dangereuses

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P114-140143/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xaq026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5P114-140143

File No. - N° du dossier

XAQ-4-37038

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**ANNEXE « A »****EXIGENCE / BASE DE PAIEMENT****Besoin :**

Fournir et livrer du chlorure de sodium à Parcs Canada, à Terre-Neuve, qui doit servir de déglacant des routes pour la saison hivernale 2014-2015. Les deux emplacements de livraison sont indiqués ci-dessous: remise d'entreposage de sel de Rocky Harbour, Rocky Harbour (Terre-Neuve) (2 600 tonnes métriques); remise d'entreposage de sel de Glenburnie, Sud de Bonne Bay (Terre-Neuve) (1 800 tonnes métriques).

**Prix :**

- La marchandise doit être livrée F.A.B. les destinations et entreposée dans les remises d'entreposage de Parcs Canada.
- Le soumissionnaire doit fournir un prix individuel pour chaque article et/ou destination sinon sa proposition sera jugée non recevable.

Article n °	Description	Unité de mesure	Quantité	Prix à l'unité	Montant
1	Chlorure de sodium : <b>Remise de Rocky Harbour</b> *	tonnes	2600	_____ \$	_____ \$
2	Chlorure de sodium : <b>Remise de Glenburnie</b> **	tonnes	1800	_____ \$	_____ \$
<b>TOTAL:</b> (TPS / TVH en sus)					_____ \$

\* Situé à la remise d'entreposage de sel de Rocky Harbour, Rocky Harbour (Terre-Neuve).

\*\* Situé à la remise d'entreposage de sel de Glenburnie, Sud de Bonne Bay (Terre-Neuve).

**ANNEXE « B »****SPÉCIFICATIONS****Appel d'offres pour le sel hiver 2014/15****SPÉCIFICATIONS D'HIVER SEL (CHLORURE DE SODIUM)**

1. Cette spécification couvre les exigences pour l'approvisionnement, livraison et l'acceptation de chlorure de sodium à utiliser comme un deicer de route. Livrer au dépôt de sel hangar à Rocky Harbour et Glenburnie respectivement.
2. Le chlorure de sodium est conforme à ASTM spécification D632-72, type I, niveau I. Le chlorure de sodium comportent pas plus de 3/4 de l d'eau % en poids et doivent être libre découlant et utilisable à désigné des emplacements de stockage. Un additif antimottants consistant en bleu de Prusse ou jaune Prussiate de soude ou les deux dans le total de la proportion de 100 p.p.m. pour être ajouté et uniformément distribués le chlorure de sodium. Le chlorure de sodium doit être exempt de matériaux étrangers, y compris de gravier, de sable, d'argile ou de matériaux similaires et ne doivent pas contenir les grumeaux, les matériaux ou les choses dont les propriétés physiques pourraient causer des dommages à deicer dispensant des équipements ou puisse affecter le fonctionnement de ces équipements. Fournisseurs sont avisés que matériel surdimensionné dans les tolérances de spécifications ASTM n'est pas acceptable. Le ministère peut à sa discrétion, accepter matériel surdimensionné à un maximum de 5 % à quel moment fournisseurs devront fournir sel supplémentaire pour compenser le matériel surdimensionné. Ce matériel supplémentaire sera calculé à la % sur les temps de spécification (x) le montant total livré à cet emplacement. En aucun cas le chlorure de sodium doit contenir n'importe quel autre chlorure de sodium dans toute proportion ou à partir de n'importe quelle source qui ne sont pas conformes à ces spécifications.
3. Par adjudication chaque entrepreneur garantit à l'Agence Parcs Canada, chlorure de sodium livrés dans les hangars de stockage reste dans un flowing libre et la condition utilisable pour une période d'au moins 60 jours à compter de la date de livraison de Parcs Canada. L'Agence Parcs Canada accepte que telle garantie est applicable à la "agglomérant" le chlorure de sodium dans une masse cohérente et non à la normale "crusting" de chlorure de sodium dans le stockage.
4. Paiement sera effectué sur la base des quantités admises pour la livraison à l'emplacement de stockage de Parcs Canada. Quantités seront déterminées par un bordereau de peser pour chaque chargement du camion livré à du ministère ou les municipalités / autres emplacements de stockage. L'entrepreneur sera nécessaire pour que tous les sels soupesés conformément à l'article 501 du ministère des transports et carnet de spécifications Works disponible en ligne à <http://www.tw.gov.nl.ca/hwdesign/specbook>. Aucune quantité de sel n'est acceptée sans un bordereau de peser. Dans les zones où les gouvernement appartenant à échelle seront utilisés, entrepreneurs sont de donner le directeur régional dans les région de trois (3) jours (72 heures) de préavis de livraison de sel pour chaque emplacement pour s'assurer que les gouvernement appartenant à échelle sera ouverte et disponible. Dans les cas où l'évolution du gouvernement sont tenues d'être ouverte après les heures de travail, le surcoût coûte sera à frais ses. L'entrepreneur sera responsable de payer pour l'exploitation de l'évolution du gouvernement après les heures de travail et est facturé en conséquence.

Après la question de l'achat, l'entrepreneur réussie demandera l'approbation de l'Asset Manager par écrit à l'adresse ci-dessous pour chaque type de système qui sera utilisé à chaque



emplacement de remise, c'est-à-dire gouvernement Permanent Scale, Scale entrepreneur de pesage.

Darren Nicolle  
Asset Manager  
Parc national de ,Gros Morne  
PO Box 130  
Rocky Harbour. NL  
A0K 4N0  
téléphone : 458-3568 télécopieur: 458-3011

**Les soumissionnaires sont avisés que des projet sera pas considérées pour le paiement. Par adjudication sur cette offre, les fournisseurs conviennent pour les conditions de paiement.**

5. L'entrepreneur devra peser des charges de véhicule à échelles de peser permanent du gouvernement pour se conformer à la loi.
6. La conformité du chlorure de sodium aux spécifications sera déterminée au moment de la livraison de zones de stockage du ministère. Trois essais consécutifs montrant la teneur en eau au-delà du point zéro un point de pourcentage (0.1) de la spécification sera à cause de rejection.Parks Qu'agence Canada peut, à sa discrétion acceptent d'humidité plus élevée que les tolérances admises. Dans le cas où un taux d'humidité plus élevé est acceptée, fournisseurs sans aucun frais pour parcs Canada fournira des éléments supplémentaires pour compenser l'humidité excessive. Ce matériel supplémentaire sera calculé à la % sur les temps de spécification (x) le montant total livré à cet emplacement. La décision quant à l'acceptabilité sera Parks Canada, dont la décision sera finale. L'humidité contenu au-delà de 2 % sera considérée uniquement dans des circonstances extenuated. N'importe quelle partie de toute charge du véhicule ne pas répondre à toute spécification peut être un motif de rejet de l'ensemble du contenu du véhicule qui doit, lors de la notification, être immédiatement supprimé de propriété de Parcs Canada. Le contenu net des charges de véhicule rejetés est déterminé et déduit des montants à payer pour cet emplacement de remise.
7. Tous les véhicules doivent être donc équipés pour empêcher la fuite du contenu dans les véhicules et couverte de manière appropriée afin d'empêcher les autres pertes dans les véhicules. Toute charge du véhicule montrant des signes de gaspillage ou pas suffisamment couverts seront soumis à une peine qui permettra de réduire la quantité livrée par une tonne par 10 km ou partie de ce point de la longueur du trait de chargement de point de livraison. Le total de toutes les sanctions est déduit des montants à payer telle que déterminée par la méthode de poids approuvé. Véhicules de transport routier de chlorure de sodium doivent aller directement à l'installation de stockage désigné de la balance de pesage. Véhicules en écartant ce ne seront pas utilisées dans les futurs envois.
8. Les soumissionnaires sont avisés que ce contrat va être surveillé par Parcs Canada, le ministère des transports et travaux, le ministère du gouvernement services & terres et moteur d'enregistrement division pour assurer la conformité aux poids juridiques. Au poids livraisons ne seront pas acceptés par le ministère ainsi que la notification sera accordée au service d'enregistrement Motor pour surveiller les livraisons à leur convenance. (Voir aussi l'article # 5)
9. Nonobstant la qui précèdent Parcs Canada se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité produite par un montant n'excédant pas 50 % de la quantité d'appels d'offres sans ajustement du prix offert. Cette augmenter/diminuer de 50 % doit être sur une base régionale et

la quantité peut être distribuée à le sub-depot de choix de Parcs Canada au prix unitaire pour ce sub-depot. Ce réglage peut avoir lieu au moment de l'attribution et tout au long de la saison d'hiver jusqu'au 30 avril 2015. Quantités excédant le montant figurant sur le bon de commande ne seront pas acceptées pour le paiement.

10. Le Ministère réserve le droit d'acheter jusqu'à un supplémentaire de 10 % de la quantité totale sel à tout moment jusqu'au 30 avril 2015. Cette quantité aura le prix unitaire d'origine de sel avec une augmentation des frais qui seront déterminés au moment de la commande de camionnage.
11. L'entrepreneur doit aviser le Gestionnaire de ressources de Parcs Canada, Parc National de Gros Morne pas moins de deux (2) jours ouvrables à l'avance de la livraison des matériaux. Livraison est acceptée pendant les heures normales de travail de Parcs Canada, mais l'Asset Manager peuvent convenir d'accepter la livraison à d'autres moments à la demande de l'entrepreneur. Ces demandes seront acceptées uniquement à un préavis d'au moins trois (3) jours de travail complet. Les frais associés à Parcs Canada personnel seront engagés par Parcs Canada. Les demandes sans préavis adéquat seront approuvées à la discrétion de l'Asset Manager, dont la décision sera finale. Fournisseurs sont avisés qu'aucun livraisons ne seront acceptées après 11 h 00.
12. Livraison de sel peut commencer dès la réception de l'ordre. Tout le sel doit être livré par le 1er octobre 2014, sauf indication contraire dans l'appel d'offres

Factures peuvent être envoyés à l'Asset Manager dans le Parc National Gros Morne comme suit ;

Darren Nicolle  
Asset Manager  
Parc national de ,Gros Morne  
PO Box 130  
Rocky Harbour. NL  
A0K 4N0  
téléphone : 458-3568  
télécopieur: 458-3011

---

## **ANNEXE « C »**

### **LES EXIGENCES D'ASSURANCE**

#### **1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres

---

qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

## **2. Assurance responsabilité civile automobile**

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c. Garantie non-assurance des tiers;
- d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police

---

**ANNEXE « D »**  
**INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE**  
**[Compléter avec le soumission]**

Veuillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

1. Dans le cas d'une personne morale : le nom de chacun des membres du conseil d'administration

---

---

---

---

2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise : le nom de l'unique propriétaire ou particulier

---

3. Dans le cas d'une coentreprise : le nom de tous les membres actuels de la coentreprise

---

---

---

---

4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne

---